Islande : Panama papers déclenche une crise politique

Article publié dans *L'Anticapitaliste* -332 (14/04/2016).

Les révélations du 3 avril sur les « Panama papers » éclaboussent le gouvernement islandais de droite. Le Premier ministre et deux ministres (parmi 600 Islandais de la classe dominante) ont planqué leur argent dans des sociétés établies dans des paradis fiscaux.

Lundi 4 avril, entre 8 000 et 20 000 manifestants se sont rassemblés à Reykjavik devant le Parlement pour exiger la démission du gouvernement et des élections anticipées. C'est l'équivalent d'une manifestation de 2 à 4 millions de personnes à Paris !

La droite manœuvre pour éviter de nouvelles élections. Le Premier ministre a démissionné (mais il redevient député et reste à la direction de son parti), mais le reste du gouvernement reste en place en attendant des élections annoncées à « l'automne ». Les manifestations continuent, avec encore 10 000 personnes samedi 9 avril. La colère est d'autant plus grande que trois anciens dirigeants de banques condamnés pour délits financiers viennent d'être libérés en ayant purgé moins d'un quart de leur peine.

Droite rejetée, gauche discréditée

La droite au pouvoir depuis 2013 est rejetée, mais la gauche n'en profite pas. En janvier 2009, d'immenses manifestations avaient contraint le gouvernement de droite à la démission, et la gauche avait gagné les législatives du printemps. Les Islandais se souviennent de sa trahison entre 2009 et 2013 : elle a imposé l'austérité et cherché à imposer le remboursement des créanciers étrangers. Néanmoins, par deux fois (en 2010 et 2011), les Islandais ont rejeté par référendum le remboursement de la dette de la banque Icesave à l'égard du Royaume-Uni et des Pays-Bas.

Le gouvernement de gauche avait aussi enterré le projet de nouvelle Constitution. Une assemblée constituante avait été mise en place par tirage au sort de 950 personnes pour définir quelques principes. Puis une assemblée de 25 rédacteurs (élus par le

peuple) avait rédigé une Constitution certes bourgeoise mais progressiste, actant la propriété publique sur les ressources naturelles ou l'extension du champ de la démocratie directe. Cette Constitution avait été largement adoptée (67 %) lors d'un référendum en octobre 2012. La droite était vent debout, et la gauche a renoncé à faire voter le Parlement. La nouvelle constitution a été enterrée.

Balayer la classe politique

L'ensemble de la classe politique traditionnelle est discréditée. Le Parti pirate est désormais crédité de 43 % d'intentions de vote (contre 5 % en 2013). Il milite pour la transparence de la vie publique, plus de démocratie participative, et la mise en place de la nouvelle Constitution. C'est progressiste, mais cela ne suffira pas à ébranler le système.

Les travailleurs ont renoué avec les grèves en 2015, et les salaires augmentent à nouveau (après la chute de 2009-2010 et un blocage les années suivantes) dans un contexte de reprise économique. La mobilisation actuelle doit se donner l'objectif de balayer l'ensemble de la classe politique corrompue et d'établir un véritable pouvoir populaire basé sur l'auto-organisation des travailleurs. Les capitalistes doivent être expropriés et les travailleurs doivent prendre le contrôle des moyens de production et de la monnaie.

Gaston Lefranc, le 16 avril 2016